Arrêté ordonnant les opérations d’aménagement foncier agricole et forestier sur les communes de Bellengreville, Vimont, Frénouville, Moulte et Argences
Relatif au projet routier de la déviation de Bellengreville/Vimont

Le Président du Conseil Départemental du Calvados,

Vu les dispositions du titre II du livre Ier du code rural et de la pêche maritime,

Vu les dispositions du titre II du livre III du Code Pénal,

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée pour l’exécution des travaux publics et notamment son article 1er,

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l’exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, validée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957,

Vu l’arrêté préfectoral du 25 janvier 2018 définissant les prescriptions de l’aménagement foncier agricole et forestier des communes de Bellengreville, Vimont, Frénouville, Moulte et Argences,

Vu l’arrêté préfectoral en date du 29 janvier 2018 portant prorogation des effets de la déclaration d’utilité publique des travaux et des acquisitions foncières relatifs au projet de réalisation de la déviation de Bellengreville-Vimont,

Vu la délibération du Conseil départemental du 2 avril 2015 donnant délégation à la Commission Permanente pour tous les actes administratifs et décisions concernant la mise en œuvre des opérations d’aménagement foncier,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 11 décembre 2017,

Vu l’étude d’aménagement prévue à l’article L. 121-1 et L. 121-3 du code rural et de la pêche maritime, réalisée conformément aux dispositions de l’article R. 121-20 du code rural et de la pêche maritime en ce qui concerne la protection de l’environnement, la mise en valeur des paysages et la maîtrise de l’eau,

Vu l’enquête publique sur le projet d’opération d’aménagement et les prescriptions environnementales, organisée du 19 juin 2017 au 19 juillet 2017,

Vu l’avis de la commission départementale d’aménagement foncier en date du 13 juin 2012,

Vu les propositions de la commission intercommunale d’aménagement foncier en séances des 16 février 2017 et 12 octobre 2017,
Vu l’avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Bellengreville par délibération en date du 20 novembre 2017,

Vu l’avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Vimont par délibération en date du 11 décembre 2017,

Vu l’avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Frénouville en date du 27 novembre 2017,

Vu l’avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Moult par délibération en date du 17 novembre 2017,

Vu l’avis favorable du Conseil Municipal de la commune d’Argences par délibération en date du 11 décembre 2017,

ARRÊTE

Article 1 – Une procédure d’aménagement foncier agricole, forestier et environnementale est ordonnée sur une partie du territoire des communes de Bellengreville, Vimont, Frénouville, Moult et Argences.

Article 2 – Le périmètre d’aménagement foncier, qui représente une surface cadastrale d’environ 842 hectares a été décidé avec l’inclusion de l’emprise de l’ouvrage routier.

Un plan réduit de ce périmètre est annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 3 – Le périmètre d’aménagement foncier relatif à cette procédure est déterminé comme suit :

Sont incluses dans le périmètre les parcelles suivantes :

Commune de BELLENGREVILLE
à 144 – 151 – 164 – 169 – 171 à 172
Section ZA : 1 à 4a – 4b à 20 – 27 à 32 – 34 à 35 – 38 à 57
Section ZB : 1A – 3 – 7 à 8 – 12 – 15 à 17 – 20 à 22 – 25A
Section ZC : 5A à 8A – 10 à 14 – 16 à 18 – 38A à 39 – 107A 113
Section ZI : 1 à 8 – 10 à 11 – 13 à 25 – 27 à 30 – 32 à 34 – 37 à 40 – 46 à 62

Commune de VIMONT
Section A : 26 à 35 – 38 à 43 – 45 à 47 – 50 à 54 – 63 à 64 – 66 – 72 – 74 – 76 – 79 à 80A
Section AA : 74
Section AB : 75 à 79
Section B : 50 – 52 à 53 – 66 à 67 – 76 à 86
Section C : 47A à 50A – 54 à 63 – 65 à 68 – 70 à 71 – 73 à 84
Section D : 47 à 48 – 54 à 56 – 58 – 60 à 66 – 72 à 73
Section E : 1 à 12 – 14 à 18 – 25A à 29 – 31 à 36 – 43 – 45 à 49
Section H : 1 à 7 – 9 à 10 – 12 à 15 – 18 – 21 – 54 – 119
Section ZA : 2 à 3 – 5 à 7 – 12 à 15

Commune de MOULT
Section ZB : 102A – 144 - 170

Commune d’ARGENCES
Section ZA : 1 à 3 – 15 à 16 – 18 à 19 – 28 à 31 – 33 – 73 à 78
Section ZB : 13 à 14

Commune de FRENOUVILLE
Section ZA : 98 – 100 à 101 – 138 – 162 – 168 à 171
Section ZB : 10 à 18A – 320 à 321A

Article 4 – Les opérations d’aménagement foncier commenceront dès l’affichage du présent arrêté.
Article 5 – La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l’application des dispositions des articles L. 322-1 et L. 322-4 du code pénal. Les dommages et intérêts pourront atteindre le montant des dépenses liées à la reconstitution des éléments de signalisation, y compris celles afférentes aux opérations topographiques.

Article 6 – Conformément à l’article L121-19, à compter de la date d’affichage du présent arrêté et jusqu’à la clôture des opérations, sont interdits dans le périmètre d’aménagement foncier la destruction de l’ensemble des bois et des haies. Ces destructions peuvent être soumises à autorisation du Président du Conseil Départemental, après avis de la Commission Intercommunale d’Aménagement Foncier, si elles sont suivies de replantation. En l’absence de décision de rejet dans le délai de quatre mois à compter de la réception de la demande au Conseil Départemental, celle-ci sera considérée comme accordée.

Concernant l’ensemble des opérations définies dans le présent article, est autorisée la réalisation des travaux dans le respect des conditions du statut de fermage et des us et coutumes locaux.

Article 7 – Les dispositions de l’article 6 ne s’appliquent ni dans le cadre de travaux réalisés par le maître d’ouvrage du projet routier, ni dans les zones bâties considérées comme urbanisées par les documents d’urbanisme en vigueur des communes à la date du présent arrêté.

Article 8 – L’interdiction ou le refus d’autorisation prononcé en application de l’article 6 n’ouvre pas droit à indemnité. Les travaux exécutés en violation de cet article ainsi que les constructions réalisées après la date d’affichage du présent arrêté ne seront pas retenus en plus-value dans l’établissement de la valeur d’échange des parcelles intéressées et ne donneront pas lieu au paiement d’une soulte. L’exécution des travaux en infraction avec les dispositions de l’article 6 sera punie conformément aux dispositions de l’article L. 121-23 du code rural et de la pêche maritime. La remise en état sera réalisée aux frais des contrevenants dans les conditions fixées par l’article R. 121-27 du code rural et de la pêche maritime.

Article 9 – Les prescriptions environnementales et hydrauliques que la commission intercommunale devra prendre en compte pour l’application notamment de l’article L. 211-1 du code de l’environnement sont fixées par l’arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2018, et annexé au présent arrêté.

Article 10 – Conformément aux dispositions de l’article L121-20 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date d’affichage du présent arrêté et jusqu’à la clôture des opérations, tout projet de mutation entre vifs doit être sans délai, porté à la connaissance de la commission intercommunale, ainsi que tout projet de changement d’affectation d’une parcelle (demande de certificat d’urbanisme ou de permis de construire).

Article 11 – En application de la décision de la commission départementale d’aménagement foncier en date du 3 mars 2009, prise en application de l’article L. 123-4 du code rural et de la pêche maritime :
- le seuil de tolérance des apports de chaque propriétaire dans les différences de nature de cultures est fixé à 12 %
- la surface en deçà de laquelle les apports d’un propriétaire pourront être compensés par des attributions dans une nature de culture différente est de 80 ares.

Article 12 – En application des dispositions de l’article L. 121-24 du code rural et de la pêche maritime et de la décision de la Commission Départementale d’Aménagement Foncier en date du 13 juin 2012, la surface en dessous de laquelle est possible la procédure de cession de petites parcelles ne pourra excéder 1,50 hectare et une valeur inférieure à 1500 €.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs du Département.

Il sera notifié au préfet du département, au conseil supérieur du notariat, au conseil national des barreaux, à la chambre départementale des notaires et aux barreaux près les tribunaux de grande instance et aussi à la caisse nationale de crédit agricole, aux caisses régionales intéressées de crédit agricole et au crédit foncier de France.


Fait à Caen, le 5 mars 2018

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le directeur général adjoint
De l’aménagement et de l’environnement

PREFECTURE DU CALVADOS
05 MARS 2018

COURRIER

Jean-Jacques RAULINE